

LE DEVOIR

Vol. LXXXVI - No 138 *

MONTREAL, LE MERCREDI 14 JUIN 1995

75c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERSPECTIVES

Des députés fort dépités

On saura aujourd'hui si des sanctions seront imposées au paisible député péquiste de Bellechasse, qui a traité de « menteur » le puissant ministre de l'Éducation, en pleine Assemblée nationale. Le premier ministre ayant déjà pris fait et cause pour son collègue, Claude Lachance sera sûrement réprimandé pour avoir osé s'en prendre normalement à son voisin du comté de Lévis, Jean Garon.

L'incident inédit s'étant produit publiquement, et le député ne manifestant aucun regret pour son geste d'éclat, M. Parizeau est forcé de sévir. Sans trop de sévérité, cependant, pour plusieurs raisons. En contestant la décision de M. Garon — qui a mis au rancart le projet de relocaliser dans Bellechasse une école de métier installée dans Lévis —, le député ne fait que donner plus de relief à un conflit qui dure depuis plusieurs mois. La frustration et l'exaspération l'ont poussé à dépasser la mesure verbale. Mais ce n'est pas le premier à qui ça arrive, M. Garon ayant le don d'exacerber ceux qui osent ne pas penser exactement comme lui.

D'autre part, que ça leur plaise ou non, les ministériels doivent apprendre à tolérer, à accepter même, que des points de vue différents s'expriment, que des divergences s'étalent au grand jour. Dans un système bipartisan où la nécessaire solidarité ministérielle étend sa règle d'airain à l'ensemble du conseil des députés (caucus), ce n'est pas vrai que tout le monde pense la même chose tout le temps et sur tous les sujets. Les tiers partis et les courants minoritaires n'ayant à peu près pas voix au chapitre, taillé sur mesures pour les bleus et les rouges, en alternance, le gouvernement ne peut éviter que la fronde et la dissidence se manifestent à l'occasion, parfois de façon intempestive.

Tout est dans la manière, évidemment. En s'abstenant de voter en faveur du budget — le bulletin de santé de tout gouvernement — et en le décrivant sur la place publique, le député de Montmorency savait fort bien qu'il s'exposait à des sanctions. Quand même plus modéré que certains de ses collègues, M. Parizeau ne fut pas trop sévère, pressant Jean Filion de participer désormais aux caucus et d'y faire valoir ses doléances. Le franc-tireur ne l'a pas pris, comme on dit, et en a tiré la seule conclusion qui s'imposait à sa conscience. Grand bien lui fasse. Du moins pour la durée d'un mandat — un solitaire à la vie courte au Parlement —, le rôle d'un indépendant peut être utile et agréable.

Quant à eux, plutôt que de faire valoir leurs objections d'abord sur la place publique, trois autres ministériels — Marie Malavoy (Sherbrooke), Rémy Trudel (Rouyn-Noranda-Témiscamingue) et Jean-Pierre Charbonneau (Borduas) — ont incité le ministre de la Justice à modifier le projet de loi 79, fusionnant deux organismes, dans le sens de leurs revendications. Paul Bégin s'est un peu fait prier — il n'est jamais agréable de se faire contester par les siens — mais il n'en a pas moins écouté ses collègues, qui se sont ralliés au projet, tel que modifié.

Tout est dans la manière. Le député de Duplessis et adjoint parlementaire du premier ministre ne saurait être blâmé parce que sa missive au ministre Bégin, protestant contre la réforme de l'aide juridique, a été rendue publique par l'opposition libérale. Celle-ci s'amuse, évidemment, à qualifier de zizanerie et à monter en épingle des divergences qui ont le droit de s'exprimer, entre gens intelligents qui ont des expériences et des compétences différentes, fussent-ils dans le même parti.

Le brusque éclat parlementaire de M. Lachance est d'un autre ordre. C'est la colère d'un modéré qui ne réussit pas à faire entendre raison à un ministre tonitruant, ainsi que ses interlocuteurs le déplorent tour à tour. C'est la révolte d'un député de l'arrière-ban qui ne réussit pas à faire le poids contre un ministre, même dans un dossier d'importance régionale, et qui décide de prendre fait et cause pour ses électeurs, coûte que coûte. Si M. Parizeau n'avait pas fait disparaître tous les comités ministériels permanents, à l'exception du comité des priorités, le conflit opposant les députés de Lévis et de Bellechasse aurait été tamisé, arbitré et résolu au niveau interministériel plutôt qu'à celui du chef du gouvernement.

Ces divers incidents font ressortir un malaise et des tensions qui prendront de l'ampleur. D'une part, les députés sont de mieux en mieux formés et compétents, aspirant à jouer des rôles utiles. Ils sont dépités quand on les réduit à faire la claquette ou à jouer les faire-valoir. De l'autre, les coffres étatiques sont loin d'être garnis, les besoins immenses, les lobbies féroces, et les députés ont peine à faire moucher des projets de quelque envergure que ce soit. A moins d'être ministres, évidemment, ce qui leur donne de nets avantages par rapport à leurs pauvres collègues de l'arrière-ban, communément appelé basse-cour ou salon de bronzage par les libéraux qui y faisaient nombre et chœur jusqu'à l'automne dernier.

Dissidence n'est pas dissension. A défaut de modifier un système qui les sert bien, tour à tour, les deux grands partis doivent faire place aux frondeurs et francs-tireurs. Sans représailles envers les trop rares empêcheurs de tourner en rond.

INDEX

- AgendaB6
- Avis publicsB4
- ClasséesB4
- CultureB7
- ÉconomieB2
- ÉditorialA8
- Le mondeA7
- Mots croisésB7
- Les sportsB5

MÉTÉO

Montréal
Ensoleillé.
Max: 22

Québec
Ensoleillé avec passages nuageux.
Max: 20
Détails en B 5

POLITIQUE

Le débat sur les armes se transporte au Sénat

PAGE A 5



L'ÉCONOMIE

MCA s'allie aux gourous de DreamWorks

PAGE B 2



MONTREAL

Chevrette propose un compromis aux cols bleus

PAGE A 3

Le budget Martin: «la pire initiative fédérale» depuis 30 ans

Le filet de sécurité sociale risque d'être désintégré, conclut un organisme fédéral

KONRAD YAKABUSKI
LE DEVOIR

La réforme du système des paiements de transfert annoncée dans le dernier budget constitue «la pire initiative fédérale» dans la sphère sociale depuis 30 ans et ne fera qu'accélérer l'effilochage des régimes d'aide sociale à travers le pays.

Voilà la conclusion accablante à laquelle en est arrivé le Conseil national du bien-être social après un examen

approfondi du nouveau Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, mesure qui entrera en vigueur dès l'année prochaine. Il s'agit de la principale constatation d'une étude du Conseil qui sera rendue publique aujourd'hui et dont *Le Devoir* a obtenu copie.

Alors qu'Ottawa prétend augmenter «la capacité d'innovation» des provinces en regroupant des transferts en matière de santé, d'éducation postsecondaire et d'aide sociale dans une seule enveloppe — réduite par rapport aux sommes qui sont versées séparément à l'heure ac-

tuelle —, cette mesure déclenchera plutôt une inévitable révision à la baisse des services sociaux, selon le Conseil. «Le Transfert et les autres mesures proposées dans le budget de 1995 détruiraient les fondements législatifs et financiers de notre système d'assistance sociale et de services sociaux», affirme l'organisme fédéral dans un rapport très sévère à l'endroit du gouvernement Chrétien. «Notre filet de sécurité [déjà] troué serait dé-

VOIR PAGE A 10: MARTIN

Terrain d'entente



PHOTO JACQUES NADEAU

LE PREMIER MINISTRE Jacques Parizeau et le chef libéral Daniel Johnson ont trouvé un terrain d'entente, hier... en s'accordant sur l'importance de la fête de la Saint-Jean-Baptiste. Présenté par le Comité de la fête nationale, le banquet national a réuni pas moins de 500 personnes, hier, au Chalet de la Montagne. Des convives d'allégeances politiques différentes, telles Monique Gagnon-Tremblay et Lisette Lapointe, ont fraternisé dans un rare moment où les cœurs de nos leaders politiques battaient à l'unisson.

Landry critique sévèrement le Canada à Strasbourg

CHRISTIAN RIOUX
CORRESPONDANT DU DEVOIR À PARIS

Strasbourg — Le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry, a profité de sa première visite au Parlement européen, à Strasbourg, pour critiquer sévèrement l'attitude du gouvernement canadien dans la guerre du flétan qui a récemment opposé le Canada à l'Union européenne.

«Nous avons été très déçus de voir que notre pays en a été réduit à ouvrir le feu sur des navires de pêche de pays amis, a-t-il déclaré devant une douzaine de parle-

mentaires de la Délégation pour les relations avec le Canada. C'est sûrement un déplorable échec diplomatique. Je vous jure que le Québec souverain sera un partisan de la résolution la plus pacifique et la plus légale des différends de la pêche (... Plus jamais à l'avenir!»

M. Valeda, député de Galice, la région d'Espagne d'où venaient les bateaux arraisonnés par la garde côtière canadienne, s'est immédiatement félicité «d'être d'accord avec le Québec. Les hommes politiques n'ont pas été à la hauteur des circonstances, a-t-il ajouté. La blessure met-

VOIR PAGE A 10: LANDRY

Fermetures d'hôpitaux

Six cents médecins en quête d'emplois

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

L'impact de la fermeture de dix hôpitaux à Montréal sur les médecins sera plus percutant que prévu. La chasse aux postes est déjà entamée et plus de 600 médecins pourraient avoir du mal à se replacer dans d'autres hôpitaux et filer vers les cliniques privées ou d'autres régions.

C'est l'avertissement qu'ont servi hier à la Régie de la santé de Montréal les représentants des hôpitaux et des médecins omnipraticiens, qui ont affirmé que la cabale pour des postes battait son plein dans les hôpitaux de la métropole.

«Les 600 médecins qui ont des privilèges dans ces hôpitaux (condamnés) sont tous touchés. C'est un problème qui a été sous-estimé par la Régie», a protesté hier le Dr Raynald Dutil, président de l'Association des omnipraticiens de Montréal (AMOM).

Selon l'AMOM, 363 omnipraticiens ont des activités exclusives ou importantes dans un ou plusieurs des hôpitaux sacrifiés. Or, la Régie n'a tenu compte que des 165 médecins omnipraticiens et des 125 spécialistes qui ont des privilèges uniquement dans les hôpitaux appelés à fermer, et a exclu ceux qui détenaient aussi des privilèges ailleurs dans son plan de redéploiement des effectifs.

Or, les hôpitaux épargnés par les fermetures sont venus dire hier que plusieurs médecins qui ont des privilèges chez eux ne trouveraient pas de place dans leurs équipes médicales, en raison des compressions budgétaires.

«Un privilège dans un hôpital ne veut pas dire qu'il y a nécessairement une place pour ce médecin. Je n'ai pas de salle d'opération, ni de temps à offrir à un chirurgien», a fait valoir hier le Dr Claude Farah Lajoie, directeur des services professionnels à l'hôpital Saint-Luc et représentant de l'AHQ.

De fait, selon des chiffres obtenus par *Le Devoir*, le problème sera particulièrement criant pour près de la moitié des médecins spécialistes (295) affectés par des

Le réseau hospitalier montréalais pourrait être incapable d'absorber plus d'une centaine de chirurgiens

VOIR PAGE A 10: EMPLOIS

Malavoy sort de l'ombre

L'ex-ministre de la Culture remplacera... le ministre de la Culture au congrès des muséologues

PAULE DES RIVIÈRES
LE DEVOIR

L'ex-ministre de la Culture, Marie Malavoy, prononcera demain sa première allocution importante depuis sa démission, le 25 novembre dernier, pour infraction à la loi électorale. Et ce retour n'est pas banal: Mme Malavoy parlera devant des experts en muséologie, en remplacement du ministre de la Culture, Jacques Parizeau, qui sera à Budapest pour les cérémonies du Comité international des Olympiques, et en remplacement du sous-ministre à la Culture, Roland Arpin, qui devait, lui, remplacer M. Parizeau.

Mme Malavoy parlera devant les membres de l'Association des musées canadiens et de la Société des musées québécois de la politique muséale du gouvernement du Québec.

Mme Malavoy donnera «certaines pistes» sur l'orientation gouvernementale à l'endroit des musées, confirmant, hier, le bureau du premier ministre.

Doit-on voir là une indication d'un éventuel retour de la députée de Sherbrooke au poste de ministre de la Cul-



Marie Malavoy

VOIR PAGE A 10: MALAVOY

Les enfants qui la peuplent appellent «le château». En fait, la Maison des enfants est une noble, vaste et vieille demeure à portique, sise boulevard Pie-IX, à Montréal.

À l'intérieur, la lumière jaillit autour du grand escalier. En bas, une cuisine, et une pièce qui abrite des animaux: cinq pinsons, un lapin, des hamsters, une perruche, des rats, une tourterelle.

Il y a ici tout ce que les enfants ont dit espérer d'une maison, dit Pierrette Gelineau, directrice de cet établissement du quartier Hochelaga-Maisonneuve depuis sa fondation, en 1989. «Pas un animal n'est mort, et pas un animal n'a été maltraité» depuis l'ouverture de ce centre de jour pour enfants de cinq à douze ans, souligne-t-elle. Quand un enfant s'attache à un animal, il arrive qu'on le lui prête, en fournissant les copeaux et la nourriture, ou même qu'on le lui donne si ses parents le souhaitent.

À 15h30 pile, une horde de bambins envahit les lieux. Une petite fille montre son sac d'école à Mme Gelineau: «Pèse-le, comme il est lourd!», dit-elle. En juin, les professeurs ne donnent presque plus de devoirs. Mais la fin des classes s'en vient, et les enfants sont surexcités. Dans la cuisine, une collation les attend et quatre bénévoles, Stéphanie Larichelière, Jean-François Villeneuve, Jean-François Roy et Jocelyne Béique, sont là pour la distribuer.

Les enfants veulent aller partout à la Maison des enfants, et ils ont le droit d'aller partout quand un adulte les accompagne. Dans quelques minutes seulement, ils auront déjà monté une pièce de théâtre. Et ici, ils ont le public idéal pour assister à leurs activités, la maison ayant pour mission principale de les écouter. Le projet a été monté à partir des attentes exprimées par 400 enfants et 150 adultes de Montréal.

VOIR PAGE A 10: ENFANTS

LE DEVOIR

LE MONDE

Hôtel-Restaurant 514-229-2991
L'Eau à la Bouche
RELAIS & CHATELAIN Ste-Adèle, Laurentides
TARIF SPÉCIAL
Réunions d'affaires
à partir de 17,50 \$ par pers., occ. double

Les otages libérés

Sarajevo concentre des troupes

Pale (AFP) — Les Serbes de Bosnie ont affirmé hier avoir libéré, comme promis, 130 Casques bleus qu'ils détenaient en otage, mais en ont gardé une quinzaine, tandis que le gouvernement bosniaque semblait se préparer à briser militairement le siège de Sarajevo.

Le même jour, alors que les Serbes de Bosnie bloquaient l'approvisionnement de Sarajevo, les premiers éléments français de la Force de réaction rapide (FRR), dont la création a été précipitée par la crise des otages, débarquaient à Split, dans le sud de la Croatie.

Un groupe de 26 Casques bleus libérés a franchi hier la frontière bosno-yougoslave. Le chef de la sécurité d'Etat de Serbie, Jovica Stanišić, qui dirigeait l'opération, a affirmé à la presse que 104 membres de l'ONU avaient par ailleurs été «débloqués» dans la région de Sarajevo et avaient regagné leurs unités.

Ainsi, selon M. Stanišić, 130 Casques bleus et observateurs militaires de l'ONU auraient été libérés

hier, comme l'avaient annoncé en fin de matinée les autorités de Belgrade et Pale, fief des Serbes de Bosnie près de Sarajevo.

Selon M. Stanišić, 15 membres de l'ONU restent «bloqués» pour des «raisons techniques». Le décompte donné hier matin par le président serbe Slobodan Milosevic ramène ce groupe à 14 soldats de l'ONU.

À Sarajevo, l'ONU a fait état hier du regroupement de milliers de soldats des forces armées bosniaques nord-ouest de Sarajevo. Les observateurs y voient un possible prélude à une opération militaire d'envergure mainte fois annoncée par les autorités bosniaques pour briser le siège de la capitale bosniaque, qui dure depuis plus de trois ans.

L'ONU a observé une «recrudescence de l'activité militaire et une concentration de troupes» dans la région de Visoko, le quartier général opérationnel des forces de Sarajevo, selon une source de l'ONU.



La petite Amélie a embrassé son père hier qui partait de Metz, en France, pour se rendre à Split dans le cadre du déploiement de la Force de réaction rapide en Bosnie.

La FRR fera respecter les accords en Bosnie

Zagreb (Reuters) — Les Nations unies se serviront de la nouvelle Force de réaction rapide (FRR) pour empêcher les Serbes de Bosnie de revenir sur les accords assurant le bon déroulement des opérations humanitaires de l'ONU en Bosnie, ont déclaré des responsables de l'ONU.

Yasushi Akashi, émissaire de l'ONU dans les Balkans, s'efforcera de convaincre les Serbo-Bosniaques de «reconfirmer» d'ici fin juin les engagements portant sur le libre accès des convois humanitaires terrestres et aériens de l'ONU aux enclaves gouvernementales, dit-on de même source.

Si, ajoute-t-on, les Serbes confirment ces accords mais n'en tiennent pas compte sur le terrain, comme ils l'ont fait précédemment, ou s'ils refusent de les confirmer, l'ONU aura recours à la FRR pour en imposer l'application.

Les responsables civils et militaires de l'ONU, qui ont requis l'anonymat, ont souligné qu'ils tenaient à clarifier les malentendus sur la nature de la FRR.

Un haut responsable militaire de l'ONU a déclaré qu'une des grandes tâches de la FRR serait de «garantir la sécurité de couloirs terrestres vers les enclaves gouvernementales négociés auparavant».

Elle ne servira cependant pas à ouvrir par la force

des routes pour les convois en l'absence d'un accord d'accès avec les Serbes, a-t-il noté.

Prié de préciser si la FRR serait un instrument servant à forcer les Serbes à respecter les engagements sur l'accès des convois humanitaires qu'ils ont violés impunément par le passé, les responsables ont répondu par l'affirmative.

«La FRR nous donnera une souplesse d'action entre les protestations et les frappes aériennes, (ce sera) un instrument intermédiaire pour exécuter notre mandat (mais pas) pour livrer une guerre», a ajouté un responsable.

Les responsables de l'ONU n'ont pas précisé si l'ONU entreprendrait des livraisons d'aide humanitaire assistée d'une présence de la FRR au cas où les Serbes continueraient de refuser le passage et les garanties de sécurité en retenant des membres de l'ONU en otages.

Mais les responsables n'ont pas exclu une réaction rapide même si les Serbes ne confirment pas les accords sur le passage des convois humanitaires.

«Nous ne disons pas pas de recours à la force jusqu'à ce que ces accords soient confirmés. Si un convoi va quelque part sur la base d'un accord clair et explicite et qu'il est attaqué, nous aurons le

droit de riposter», a souligné un responsable.

Yasushi Akashi demandera aux Serbes de renouveler les accords sur lesquels se base la mission de l'ONU mais qui avaient commencé à ne plus être respectés avant même les deux frappes aériennes de l'OTAN des 25 et 26 mai sur des objectifs serbes qui ont été suivies de prises d'otages.

Ces accords portent sur l'accès des convois de l'ONU à Sarajevo et à trois enclaves de l'est du pays, sur le pont aérien de l'ONU ravitaillant Sarajevo et sur l'interdiction des activités des tireurs embusqués dans la capitale bosniaque.

«Nous allons tenter de reconfirmer ces accords mais il n'est absolument pas question de les renégocier», a dit un haut responsable de l'ONU. «Nous voulons le faire d'ici fin juin. La situation dans les enclaves en matière de vivres et de combustibles est critique».

Une partie de la FRR sera déployée à la limite des lignes serbes près de Sarajevo, probablement à Kiseljak, dit-on de source autorisée à l'ONU. D'autres unités seront installées en Croatie et le reste sera maintenu en France et en Grande-Bretagne, prêt à intervenir en cas de besoin.

PERSPECTIVES

Berlusconi et la Dolce Vita

Les Italiens donnent carte blanche au Cavaliere, humilient les syndicats mais hésitent sur le libre commerce

Rome — Dans les référendums italiens de dimanche, il y a d'abord, bien sûr, le «retour» de Silvio Berlusconi, le télécrat qui tire plus vite que son ombre, dont la campagne à fond de train en faveur de ses chaînes de télévision privées a fait mouche, au-delà de toute espérance.

Près de 60% des votants ont en effet donné carte blanche au Cavaliere, à ses trois chaînes et à son monopole publicitaire. De quoi faire oublier que le controversé personnage cible de poursuites judiciaires, fait horreur non seulement à la gauche mais à la plupart des authentiques libéraux que compte l'Occident. Son éclatante victoire comporte au moins trois leçons.

Eloquente leçon, d'abord, sur le pouvoir contemporain de la télévision. En avril et en mai, la gauche avait gagné les élections locales et régionales à la suite d'une campagne où l'on avait purement et simplement banni la propagande télévisée. Un décret-loi controversé (nommé *Par condicio*, ou «traitement équitable» en latin) avait en effet pratiqué ouvertement la censure, pour neutraliser la machine de guerre télévisuelle de la droite berlusconienne.

Une fois ce décret excessif annulé par la Cour constitutionnelle, ce fut, pour la campagne référendaire, l'exercice inverse: un déchaînement sans limites de télécratie triomphante. De la mi-mai à vendredi dernier, on a calculé que le NON berlusconien avait été dix fois plus présent sur les ondes que le OUI.

Leçon, ensuite, pour la gauche: une argumentation basée sur de beaux principes théoriques comme le pluralisme, la séparation des pouvoirs et la lutte aux conflits d'intérêts, ne fait pas le poids face au matraquage du type «ne laissez pas les rouges vous enlever vos films et vos téléromans préférés».

Leçon, enfin, pour quiconque se prépare à livrer une bataille référendaire: paralysé par la «peur de faire peur», le camp du OUI a mené une campagne timorée, vaguement honteuse, se défendant obsessionnellement de paraître «trop radical», et répétant à qui voulait l'entendre: «Non, non, ce n'est pas contre Berlusconi lui-même que nous en avons. Oui, oui, vous aurez encore plus de télévisions à l'avenir.» Il n'y avait pas de meilleure manière de jouer le jeu de l'adversaire.

Mais dans cette consultation référendaire à 12 questions (!), on ne retrouve pas que le blanc-seing populaire accordé à un entrepreneur-politicien, au fi des principes libéraux des démocraties modernes. On y trouve également les mutations et les hésitations d'une société qui sort, parfois à reculons, de la vieille *Dolce Vita* et des équilibres corporatistes.

Les syndicats, par exemple, l'ont eu — si l'on ose dire — en plein dans la gueule. Abolie, l'exclusivité des trois grandes centrales syndicales sur la représentation dans les grosses entreprises. Abolies, les retenues à la source pour le financement des syndicats, qui devront dorénavant passer le chapeau chez chacun de leurs membres actuels ou potentiels.

Le puissant lobby des commerçants a eu, lui, plus de chance: dans sa lutte contre la libéralisation des heures d'ouverture, il a obtenu un appui aux deux tiers de la population italienne.

Mais ce résultat suffirait-il à stopper la montée inexorable des grandes surfaces de type Standa (propriétaire: Silvio Berlusconi) auxquelles l'Italie, à la traîne de beaucoup d'autres pays européens, commence à succomber à son tour? A stopper la banalisation «commerciale» du dimanche? A rendre enfin disponibles, sur un mode continu, tous les services — magasins, musées, bureaux gouvernementaux — qui font encore aujourd'hui de Rome, entre 13 heures et 16 heures, une quasi-«ville morte»?

Non soumise à référendum, mais également importante pour l'avenir d'un certain style de vie, est la question des horaires de travail.

Les fonctionnaires de l'Etat et des municipalités, habitués depuis des lustres à l'horaire continu de huit heures à 14 heures six jours par semaine, sont sur le point de découvrir les «charmes» du neuf à cinq, cinq jours par semaine, avec pause le midi. L'école est obligée de s'ajuster, et les horaires d'après-midi seront allongés en conséquence.

Mais ce faisant, c'est tout un équilibre fondé sur le rôle supplétif de la *famiglia*, sur le second emploi l'après-midi et sur la débrouille, qui volera peu à peu en éclats. Longtemps considérée comme la plus «est-européenne» des économies occidentales, l'Italie rattrape aujourd'hui son «retard» à marche forcée...

«Ce familismo a été pendant des années le grand sauveur d'une société projetée dans le marché européen sans en avoir encore les structures», écrivait vendredi Antonio Polito dans *La Repubblica*. Le miracle italien, c'était cela. Aujourd'hui, c'est l'expansion du marché, avec sa logique de concurrence, qui donne le coup de grâce à la *Dolce Vita*.

Alors, on a beau dire NON dans les urnes à la libéralisation des horaires, lorsqu'on dit du même souffle OUI à un *Cavaliere* qui prêche le marché libre et l'absence de règles...



François Brousseau

La France reprend ses essais nucléaires

Paris (Reuters) — Jacques Chirac a décidé de reprendre les essais nucléaires français au risque «d'offenser le monde entier», selon la formule de son prédécesseur, François Mitterrand, qui les avait suspendus en 1992. Cette décision a été condamnée par l'Australie et la Nouvelle-Zélande et regrettée par les Etats-Unis et le Canada.

«Les essais nécessaires sont au nombre de huit», a déclaré hier le chef de l'Etat lors d'une conférence de presse. «Ils interviendront à partir du mois de septembre et seront en tous les cas terminés fin mai 1996, peut-être avant.»

Il a souligné qu'il avait pris cette décision au nom des «intérêts supérieurs» de la nation après avoir consulté «tous les experts civils et militaires compétents et responsables».

Pour justifier cette décision, qu'il a dite «irrévo-

cable», le président a déclaré que les essais avaient «malheureusement» été arrêtés «un peu trop tôt en avril 1992».

Il a souligné que les experts consultés avaient été «unanimes» pour estimer que leur reprise était nécessaire «si nous voulions assurer la sûreté, la sécurité et la fiabilité de nos forces de dissuasion sur lesquelles reposent notre défense et notre indépendance» et «si nous voulions passer au stade de la simulation en laboratoire».

En mai 1994, François Mitterrand avait affirmé que son successeur à l'Elysée ne pourrait pas revenir sur sa décision: «On ne le fera pas parce que la France ne voudra pas offenser le monde entier en relançant le surarmement nucléaire.»

Jacques Chirac a cependant pris le risque de

déclencher la première crise diplomatique de son septennat, à la veille d'une visite à Washington où il rencontrera le président Bill Clinton avant de gagner Halifax pour participer au sommet du G7.

Avant même qu'il annonce sa décision, on avait appris que le Parlement européen examinerait demain un projet de résolution demandant à la France de ne pas reprendre ses essais.

Les Britanniques, les Américains et les Russes, qui ont interrompu leurs essais nucléaires, ainsi que l'Australie et la Nouvelle-Zélande, traditionnellement hostiles aux tirs français, avaient exprimé ces derniers jours leurs inquiétudes face à la perspective d'une telle reprise.

La réaction américaine ne s'est pas faite attendre: les Etats-Unis se sont déclarés déçus par la décision de la France.

FRANCE

Le Pen réplique au Parti socialiste

Paris (Reuters) — Jean-Marie Le Pen a jeté hier un pavé dans la mare des élections municipales en demandant aux électeurs du Front national de se mobiliser en faveur de l'ex-président Valéry Giscard d'Estaing à Clermont-Ferrand.

Le dirigeant d'extrême droite, qui a aussi appelé à voter contre la gauche à Caen et à Tours, a présenté cet appel comme la «réponse du berger à la bergère» face à la détermination du Parti socialiste à faire barrage à son parti.

«Je demande à nos électeurs de se mobiliser à Clermont-Ferrand, bien qu'il n'y ait plus de candidats FN, pour faire battre le maire socialiste Roger Quilliot», a-t-il dit sur France 2 et France Inter.

Roger Quilliot, qui n'a devancé Valéry Giscard d'Estaing que de 1,4 point au premier tour, a aussitôt réagi en estimant que Jean-Marie Le Pen n'avait pu lancer son appel «sans quelque concertation» avec le président de l'UDF.

Le PS a demandé à ses candidats de se retirer — quand ils n'ont aucune chance de l'emporter dimanche et que leur maintien risque de faire gagner un candidat du FN — au profit de leurs rivaux de la droite parlementaire.

La décision a d'ores et déjà été prise pour Marignane, dans les Bouches-du-Rhône, et pour Dreux, dans l'Eure-et-Loir. Mais ces consignes ne sont pas toujours suivies à la lettre.

Ainsi à Marignane, le socialiste Eric Cerato a fait savoir qu'il ne se re-

tirerait que si le candidat de la majorité en faisait autant à Vitrolles, également dans les Bouches-du-Rhône, où le maire sortant PS Jean-Jacques Anglade (28,87% des voix au premier tour) est en difficulté face au numéro deux du FN Bruno Mégret (43,04%). Il a souligné que les décisions de la direction du PS ne prenaient pas en compte «les intérêts locaux».

Les handballeurs de l'OM Vitrolles, eux, ont pris parti: les champions de France et d'Europe ont réaffirmé hier qu'ils quitteraient la ville si Bruno Mégret était élu à la mairie.

Autre illustration des difficultés rencontrées par les états-majors parisiens de gauche comme de droite pour faire respecter leurs consignes sur le terrain: Mulhouse, où le maire socialiste sortant, Jean-Marie Bockel, et l'UDF-PSD Joseph Klifa ont décidé de fusionner leurs listes.

Il s'agit là encore d'empêcher un candidat du FN, Gérard Freulet, d'être élu. Pour sceller leur accord, Jean-Marie Bockel et Joseph Klifa ont décidé que quatre colistiers du second seraient placés en position éligible sur la liste du premier.

«Il ne s'agit pas d'une alliance entre des formations politiques, ni d'un accord de gouvernement», a précisé Jean-Marie Bockel, qui semble cependant avoir quelque peu outrepassé les instructions de son parti.

Le Parti socialiste, comme d'ailleurs le RPR, a en effet rejeté toute idée de «front républicain» ou d'alliance entre listes de gauche et de droite, fût-ce pour faire barrage au FN.

ROBIC
DEPUIS 1892
AGENTS DE BREVETS ET MARQUES
PROTECTION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
LEGER ROBIC RICHARD
AVOCATS
55, ST-JACQUES, MONTRÉAL, QUÉBEC H2Y 3K2
Fax: (514) 845-7874 Tél.: (514) 984-0544
La maîtrise des inextinguibles

EVEREST
Joaillerie • Bijouterie
Depuis 1950
Prix spéciaux Fête des Pères!
MONTBLANC
THE ART OF WRITING
Collection complète
De précieux bijoux
Créations exclusives
En or 18, 21 et 22 carats
et en platine
Distributeur des montres
Rolex • Cartier • Fendi
• Concord • Brienting
• Movado
• Raymond Weil
• Gucci • Tag Heuer
Etc.
Agent officiel
8910, boul. Lajeunesse
514-388-5358

ROLEX
LA FÊTE DES PÈRES:
LE MOMENT PARFAIT
POUR ROLEX
Il a travaillé fort pour vous faciliter la vie. Lui dire merci n'est pas suffisant?
Témoignez-lui votre reconnaissance en lui offrant un cadeau tout à fait spécial: une montre Rolex Oyster Perpetual™ Chronomètre, gravée au dos d'un mot personnel d'appréciation. Élégante, robuste et fonctionnelle, une montre Rolex est le cadeau qu'il chérira éternellement.
Uniquement chez votre Bijoutier Autorisé Rolex.
Bijouterie GAMBARD
Vente et service technique
630-A, rue Cathcart, Montréal, centre-ville
866-3876
* Rolex, Datejust, Oyster Perpetual et Submariner sont des marques de commerce enregistrées.

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

MARTIN «Le ministère des Finances semble toujours aussi insensible aux besoins des pauvres»

SUIVE DE LA PAGE 1

chir jusqu'à devenir méconnaissable et risquerait même d'être désintégré.

Baptisé dans un premier temps le Transfert social canadien (TSC) — Ottawa a choisi une nouvelle appellation depuis —, cette mesure prévoit une diminution des paiements de transfert aux provinces de 9,4 % en 1996-97 et de 6,7 % l'année suivante. Le montant brut des transferts chutera ainsi de 29,7 milliards \$ cette année à 25,1 milliards \$ en 1997-98.

Le ministre des Finances Paul Martin a toutefois minimisé cette diminution. Les provinces y trouveront leur compte, a-t-il prétendu dans le discours du budget le 27 février dernier, puisqu'elles «seront désormais libres de concevoir des programmes sociaux innovateurs» au lieu de composer avec les «règles inflexibles» qui encadrent actuellement le déploiement des fonds provenant d'Ottawa.

Mais le Conseil national du bien-être (CNBS), organisme qui relève directement du ministre du Développement des ressources humaines Lloyd Axworthy, redoute que la nouvelle capacité d'innovation des provinces que vante M. Martin ne se borne à «la capacité de limiter les coûts» de l'aide sociale.

En particulier, déplore le Conseil, l'abrogation du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) — qui ga-

rantit aux provinces le remboursement de 50 % des coûts de l'aide sociale — fait fi du caractère distinct des dépenses dans ce domaine, dépenses qui montent en flèche en période de récession. En effet, le CNBS note que l'évolution du nombre d'assistés sociaux suit de très près le niveau de chômage, corrélation qui est encore plus prononcée au Québec que dans les autres provinces.

En revanche, les dépenses en matière de santé et d'éducation postsecondaire sont relativement «stables» d'une année à l'autre. Or, établir les transferts en matière d'aide sociale selon le même critère que celui employé pour désigner les montants destinés à la santé et à l'éducation ne peut qu'entraîner des manques à gagner importants pour les provinces à l'avenir.

En fait, conclut le CNBS, si ce système de transferts avait été mis en place en 1977, année de la dernière réforme en profondeur, les provinces auraient touché 19,4 milliards \$ de moins en transferts destinés à l'aide sociale que ce qu'elles ont véritablement reçu entre 1977-78 et l'exercice fiscal actuel. «Il est difficile d'imaginer un pire critère pour déterminer les montants à dépenser pour l'assistance sociale et les services sociaux», lit-on dans le rapport intitulé *Le budget de 1995 et le financement global*.

Puisqu'Ottawa retient les normes nationales en mati-

re de la santé, c'est inévitablement l'aide sociale qui écopera le plus avec l'adoption du projet de loi C-76, affirme le Conseil. C-76, qui prévoit l'instauration du TSC, a franchi l'étape de la troisième lecture à la Chambre des communes la semaine dernière et passera dès demain devant le comité des Finances du Sénat.

Forcées de respecter, sous peine d'amende, les dispositions de la Loi canadienne de la santé, les provinces se retrouveront devant un choix inéluctable: combler le manque à gagner en matière d'aide sociale ou réduire les services et les prestations.

«Nul doute que les compressions seraient le parti choisi presque partout au pays», tranche-t-on dans l'étude que rendra publique la présidente intérimaire du Conseil, Lucie Blais. «En bout de ligne, ce sont les pauvres qui supporteront le coût du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux.»

Révision à la baisse

Le Conseil envisage une révision à la baisse des prestations de l'aide sociale et un resserrement des critères d'admissibilité, particulièrement à l'endroit des personnes seules aptes à l'emploi, révision à laquelle aucune province ne saura résister. «Qu'une ou deux provinces décident de les exclure et la course au plus petit dénominateur commun se déclencherait dans tout le

pays.»

Il ne s'agit pas de la première fois que le Conseil, qui a pour mandat de conseiller le ministre sur les politiques touchant les Canadiens à faibles revenus, manifeste son désaccord par rapport à certaines initiatives fédérales. Mais rarement a-t-il été aussi cinglant et catégorique en formulant un tel désaveu à l'endroit du gouvernement. L'adoption d'une approche plus mordante semble découler en partie de la déception qu'il éprouve à l'égard du gouvernement actuel.

Alors que les libéraux ont vivement dénoncé les compressions apportées au RAPC par les conservateurs en 1990, le Conseil déplore qu'ils adoptent les mêmes pratiques une fois rendus au pouvoir. «Le ministère des Finances semble toujours aussi insensible aux besoins des pauvres. Il cherche toujours à équilibrer ses comptes en se déchargeant de ses responsabilités financières sur les provinces et les territoires.»

Pour empêcher qu'Ottawa n'agisse de façon aussi arbitraire à l'avenir, le Conseil recommande que les mêmes règles qui s'appliquent au Régime des pensions du Canada soient étendues aux autres transferts. Selon la Loi sur le Régime des pensions, toute modification de ces règles doit être approuvée par le Parlement et les deux tiers des provinces contenant les deux tiers de la population.

EMPLOIS

Un problème sous-estimé par la Régie

SUIVE DE LA PAGE 1

fermetures et qui exercent dans les spécialités liées à la chirurgie. Ces derniers auront maille à partir pour trouver des hôpitaux qui seront prêts à leur concéder temps, salle d'opération et ressources médicales.

«On ne sait pas où iront ces médecins. S'ils décident de quitter les hôpitaux pour aller vers les cliniques privées, on va avoir un problème. C'est un problème qui a été sous-estimé par la Régie», a même affirmé hier le Dr Jacques Boileau, président de la Commission médicale régionale de Montréal et commissaire lors de ses audiences.

Ce dernier croit même que la perte de spécialistes au cours des prochains mois pourrait s'avérer «une catastrophe» dans les hôpitaux condamnés. «Il faut créer un comité pour s'occuper tout de suite de cette question», a-t-il relancé.

De son côté, le directeur de la Régie, Marcel Villeneuve, a souligné qu'il faudrait effectivement s'attarder à ce problème pour éviter que les hôpitaux appelés à fermer soient désertés d'ici leur disparition.

Mais selon le Dr Farah Lajoie, le réseau hospitalier montréalais pourrait être incapable d'absorber plus d'une centaine de chirurgiens. Les anesthésistes, en pénurie, seront toutefois facilement recrutés.

Parmi les 648 spécialistes affectés par les fermetures, 85 sont des spécialistes de laboratoire, 44 des obstétriciens-gynécologues et 22 exercent dans diverses spécialités médicales. Comme les chirurgiens, les spécialistes de laboratoire, dont les radiologues, doivent pouvoir compter sur des équipements coûteux pour exercer leur profession. Des équipements que peu d'hôpitaux ont en mesure de multiplier par les temps qui courent.

«Il y a plusieurs médecins qui sont âgés et qui ne pourront pas être recyclés», ajoute le Dr Farah Lajoie.

Quant aux médecins omnipraticiens, qui peuvent facilement pratiquer dans des cliniques privées ou des CLSC, ils devront toutefois être intégrés aux urgences d'hôpitaux, a insisté le Dr Dutil, représentant de l'AMOM.

LANDRY

Chassé-croisé dans le Palais de l'Europe

SUIVE DE LA PAGE 1

tra longtemps à se cicatriser». Quant à Jacques Roy, l'ambassadeur canadien auprès de l'Union européenne, qui assistait à la rencontre, il s'est déclaré étonné que le ministre québécois vienne soulever cette question à Strasbourg alors que le Québec est demeuré silencieux durant la crise et les négociations qui ont suivi.

«Je n'ai pas blâmé le Canada, j'ai dit qu'à l'avenir, quand le Québec sera souverain, il essaiera de faire mieux», a conclu Bernard Landry dont l'intervention a visiblement réjoui Helena Torres Marques, députée du Portugal qui n'a toujours pas ratifié l'accord négocié entre le Canada et l'Union européenne.

Toute la journée, les représentants québécois et canadiens se sont livrés à un curieux chassé-croisé dans le Palais de l'Europe, siège du Conseil et du Parlement européen. A plusieurs reprises, ils se sont crépés le chignon, donnant parfois à leurs échanges l'allure d'une joyeuse chicane de famille.

Dans la matinée, Bernard Landry a été reçu, en compagnie du secrétaire d'Etat aux Affaires autochtones David Cliche, par la très respectée Commission des affaires étrangères où siègent des personnalités aussi connues que l'historienne Hélène Carrère d'Encausse et l'ancien premier ministre français Michel Rocard. Ce dernier a exprimé le vœu devant une vingtaine de parlementaires que la France ne soit pas la seule à reconnaître rapidement un éventuel Québec indépendant. Etait aussi présent l'ancien premier ministre belge Léo Tindemans.

Bernard Landry n'a pas caché que le retour à la souveraineté facilitait énormément l'explication du projet souverainiste aux parlementaires européens. De son côté, l'ambassadeur canadien, surpris du grand nombre de participants à la rencontre, a indiqué que «ce n'est pas l'Europe qui est un exemple pour le Canada, mais le Canada qui est un exemple pour l'Europe». Les députés plutôt bien renseignés ont posé des questions sur la protection des minorités

et la constitutionnalité de la démarche référendaire. Le président de la Commission, le socialiste espagnol Abel Matutes, a souhaité que tout se fasse dans la démocratie et le respect des minorités.

Cette rencontre qui se voulait discrète et à huis clos a été organisée sans passer par l'ambassadeur canadien, contrairement aux usages diplomatiques. L'ambassadeur Jacques Roy prétend même en avoir entendu parler par les journaux, ce que nie la Délégation du Québec à Bruxelles qui soutient l'avis averti.

Loin d'être exceptionnel, ce type de rencontre est tout à fait normal, a précisé un fonctionnaire du Parlement européen, Christian Huber. Il est courant que la Commission des affaires étrangères invite des représentants politiques à s'exprimer devant elle, des sénateurs américains par exemple. Il s'agit, a-t-il précisé, de réunions presque privées qui n'ont pas le caractère d'une visite officielle. «Le Parlement européen est un forum libre sans protocole strict», a-t-il dit.

En février et mars, la délégation pour les relations avec le Canada avait reçu des représentants cris et inuits. Il était donc normal que le gouvernement québécois soit aussi entendu. David Cliche, secrétaire d'Etat aux affaires autochtones, a expliqué la position du gouvernement à l'égard des peuples autochtones. Il a souligné que des négociations étaient en cours sur l'autonomie territoriale et gouvernementale.

En compagnie de représentants autochtones de passage à Strasbourg, le ministre Landry s'est aussi opposé au projet du Parlement européen d'interdire l'importation de fourrures prélevées sur des bêtes capturées à l'aide de pièges. «Le piégeage fait partie du mode de vie autochtone», a-t-il indiqué. Enfin, il a critiqué la décision canadienne d'augmenter à 15 000 par année le nombre de vols militaires à basse altitude permis dans le nord du Québec et incité les pays qui y participent (Italie, Allemagne, Pays-Bas et Royaume-Uni) à reconsidérer «la pertinence dans l'après-guerre froide».

«J'ai dit qu'à l'avenir, quand le Québec sera souverain, il essaiera de faire mieux»

Clinton prévoit couper de 1,1 billion \$ sur dix ans

Washington (AFP, Reuter) — La Maison-Blanche a dévoilé hier soir un plan visant à équilibrer le budget des États-Unis d'ici dix ans, au moyen notamment de coupures dans plusieurs programmes sociaux considérés jusqu'ici comme intouchables, dont l'assurance médicale des personnes âgées et des indigents.

Le projet, que le président Bill Clinton a dévoilé aux Américains dans une allocution télévisée, prévoit un budget équilibré d'ici l'an 2005, alors que les Républicains fixent cet objectif à l'an 2002.

Selon un document distribué par la présidence, qui établit une comparaison point par point avec le programme des Républicains, M. Clinton propose des réductions de 179 milliards \$ d'ici à l'an 2002 dans les budgets du «Medicare» (assurance médicale des personnes âgées) et du «Medicaid» (assurance médicale des indigents), à savoir 124 milliards \$ pour le premier et 55 milliards \$ pour le second.

Ce plan a reçu un accueil mitigé du Congrès, contrôlé

par les Républicains depuis janvier. Les Républicains veulent effectuer des coupes globales de 430 milliards \$ dans le «Medicare» et le «Medicaid» pour cette même période. Ces coupures sont «suffisantes pour transformer (ces systèmes) en assurances médicales de seconde classe», affirme le document de la présidence.

Les réductions d'impôts pour la classe moyenne constituent une des pièces maîtresses du projet de la Maison-Blanche. Le projet prévoit entre autres une déduction fiscale de 500 \$ par enfant de moins de treize ans, de nouveaux plans de retraite et d'autres réductions fiscales.

M. Clinton propose un allègement fiscal limité à 96 milliards \$ sur sept ans, contre 340 milliards \$ pour les Républicains.

«Il est temps de faire le ménage dans ce fouillis», a souligné Bill Clinton, en rappelant qu'il avait déjà réduit le déficit budgétaire des États-Unis d'un tiers, ce qui s'est notamment traduit par la suppression de 270 000 emplois fédéraux.

«Ne vous y trompez pas. Ceci représente de grandes coupes. Et cela sera douloureux», a poursuivi le chef de l'exécutif. Il a indiqué que ses propositions se traduiraient par des réductions «en moyenne de 20 %» dans les budgets fédéraux, à l'exception de ceux de la défense et de l'éducation.

Cette proposition intervient à la veille du sommet des sept pays les plus industrialisés (G7) à Halifax.

«Il est extrêmement important que nous disions clairement aux leaders des autres pays du G-7 que nous travaillons pour résoudre le problème budgétaire, que nous travaillons pour équilibrer le budget et que nous sommes engagés, espérons-le, dans un processus bipartite», a dit M. Clinton.

Le secrétaire général de la Maison-Blanche, Leon Panetta, a pour sa part lancé aux Républicains un appel à négocier. «Nous disons: "écoutez, nous sommes prêts à atteindre un budget en équilibre à une date fixe", comme les Républicains le veulent», a-t-il indiqué.

MALAVOY

«Je ne tire pas de conclusion»

SUIVE DE LA PAGE 1

ture? «Non, je ne pense pas (...) Je ne tire pas de conclusion, loin de là. Pour la suite des événements, je n'ai pas plus d'idée que vous. Je ne prends pas cela comme un signe car d'autres remplacent également M. Parizeau à l'occasion.»

C'est vrai. Le député André Boisclair a récemment remplacé M. Parizeau à l'ouverture du Festival de théâtre des Amériques.

De plus, cette fois, ce n'est pas le bureau du premier ministre mais bien les organisateurs du congrès, dont un membre avait entendu Mme Malavoy le mois dernier à Sherbrooke, qui ont pensé à l'inviter. Mme Malavoy avait pris la parole lors de l'inauguration de l'exposition *La Nature dans tous ses états*. Elle y remplaçait d'ailleurs le premier ministre et ministre de la Culture.

Mme Malavoy a alors fait savoir qu'elle serait disponible pour parler aux experts en musée, non sans demander aux organisateurs du congrès de faire les démarches auprès du gouvernement pour s'assurer «qu'on était d'accord». «On l'était.

La députée de Sherbrooke prévient qu'elle ne fera aucune «déclaration tonitruante» demain, qu'elle traitera de l'orientation gouvernementale en matière de musées de façon générale et qu'elle parlera de façon très libre. Le dernier document officiel du gouvernement en matière de musées revient à l'ex-ministre de la Culture, Liza Frulla. Cette dernière avait produit un énoncé d'orientation pour les musées en 1994. «Je ne vais pas là avec le mandat de faire de grosses déclarations mais plutôt pour donner une certaine indication.»

Ce qui réjouit surtout Mme Malavoy, c'est que les groupes du milieu culturel la demandent à l'occasion. «Je continue de me promener avec beaucoup de plaisir dans ce milieu-là, sans donner l'impression que j'y occupe des fonctions, lorsqu'on me le demande», a souligné la députée de Sherbrooke lors d'un bref entretien téléphonique.

Mme Malavoy parlera entre autres, demain, d'un sujet qui lui tient à cœur, l'autoroute électronique et les nouvelles technologies de l'information, qui changent la donne des musées. Ces deniers deviennent des lieux d'histoire et de conservation du patrimoine mais aussi de l'avant-garde de la circulation de l'information. «Les musées ont peut-être un ajustement à faire.» Quelque 500 congressistes sont inscrits à cette assemblée annuelle des musées.

Mme Malavoy a démissionné de son poste de ministre le 25 novembre dernier après avoir avoué qu'elle avait enfreint la loi électorale en votant à des élections fédérales et québécoises sans être citoyenne canadienne.

M. Parizeau avait accepté sa démission et nommé Rita Dionne-Marsolais au poste de ministre de la Culture. Cependant, le 30 janvier, Mme Dionne-Marsolais démissionnait et M. Parizeau annonçait qu'il serait lui-même responsable de ce dossier, jusqu'à ce que la locomotive de la culture soit remise sur les rails.

Récemment, le directeur général des élections, Pierre-F. Côté, entamait une poursuite contre Mme Malavoy pour avoir donné 100 \$ au Parti québécois le 20 mai 1993 sans qu'elle soit citoyenne canadienne.

ENFANTS Écouter les enfants et protéger la relation parents-enfants

SUIVE DE LA PAGE 1

«Dans une maison, poursuit Mme Gelineau, il y a des moments difficiles, il y a des moments tendres, il y a des moments passionnés aussi... C'est extraordinaire de les vivre et d'en réparer après.» Elle peut en témoigner, étant elle-même mère et grand-mère, et ayant été élevée avec 11 frères et sœurs.

«Les enfants d'aujourd'hui sont plus agités», dit Mme Gelineau, ils bougent plus, ils sont plus sollicités. Ils la sollicitent beaucoup aussi, accueillis qu'ils sont sur le chemin entre l'école et la maison.

L'établissement ouvre ses portes tous les lundis, mercredis et vendredis, de 13h30 à 15 h30. Les parents des enfants y sont toujours les bienvenus. Les enfants viennent de partout à Montréal, et ils sont accueillis sans discrimination, selon leurs besoins.

À l'étage supérieur, on entre dans une pièce bleue où les enfants peuvent rêver, méditer, se faire raconter des histoires, en compagnie d'un adulte. Deux petites filles attendent pour y entrer. Pas de relaxation, parce qu'on

demande constamment aux enfants de relaxer», souligne Mme Gelineau. Il faut plutôt attirer leur attention sur quelque chose, par exemple une histoire... Plus loin, la pièce rose, pour se raconter des secrets, entre enfants. Ici, ces derniers sont encouragés à créer leur propre réseau d'entraide. Il y a aussi une pièce aux découvertes pour bricoler et faire de la peinture, une pièce aux dégagements, avec un miroir pour se maquiller. Dans la grande maison du boulevard Pie-IX, on trouve aussi, bien sûr, une pièce «aux nuages» pour faire ses devoirs. Là, il y a deux ordinateurs et une imprimante pour les intéressés. Encore une fois, un bénévole les assiste.

«Les deux objectifs de la maison sont d'écouter les enfants et protéger la relation parents-enfants», dit Mme Gelineau. L'idée d'un havre pour les petits, dans un quartier socioéconomiquement faible et à forte concentration de population infantile, a germé dans l'esprit de Mme Gelineau il y a six ans, après 15 ans de travail comme formatrice au secteur famille de la CECM. Ce que je remarquais le plus, dit-elle, c'était que les enfants n'avaient pas beaucoup d'écoute. Ni beaucoup de lieux

pour être ensemble.

Mme Gelineau est fière et jalouse de son domaine: «Ça a pris six ans à bâtir, à gagner la confiance des parents, confie-t-elle. Ça a pris des semaines avant que les enfants parlent...»

Autre volet primordial de cette organisation: le courrier, qui relie la Maison à 19 points de service, dont 17 écoles.

Pas moins de 300 lettres sont déposées toutes les semaines à la maison par deux bénévoles. Dans ces lettres, auxquelles la Maison répond personnellement, les enfants expriment leurs rêves, leurs désirs, leurs folies, leurs souffrances et leurs préoccupations. On veut aussi montrer aux enfants qu'il y aura toujours quelqu'un, quelque part, à qui ils pourront parler», poursuit Mme Gelineau. Si cet enfant a reçu une écoute à la maison des enfants, il en trouvera ailleurs dans sa vie.

Aujourd'hui, les enfants ont de la difficulté à dormir: plusieurs traversent le divorce de leurs parents. A travers les lettres, on offre des trucs et des solutions aux enfants pour régler leurs problèmes, et on les invite aussi à trouver leurs propres solutions.

À l'origine, cinq personnes ont élaboré ce projet, qui est financé par Centraide, une subvention du gouvernement provincial et des campagnes de financement privées. Une vingtaine de bénévoles ont ensuite travaillé à sa réalisation. Aujourd'hui, ils sont une centaine à le soutenir.

Le plus difficile, raconte Mme Gelineau, a été de trouver le lieu, «un endroit où on accepterait les enfants», une maison qu'un propriétaire accepterait de louer. Aujourd'hui, la maison est acceptée, et le projet a même reçu, pas plus tard que la semaine dernière, le prix Persillier-Lachapelle, décerné à un organisme communautaire pour la prévention et la promotion de la santé et du bien-être de la part du ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec, Jean Rochon.

En général, il ne faut pas se leurrer, les parents sont moins présents auprès de leurs enfants parce qu'ils travaillent plus souvent à l'extérieur. Les enfants sont aussi plus souvent fils ou fille unique, et ils ont moins de frères et sœurs. La Maison, comme on l'appelle, leur donne à la fois un endroit pour être ce qu'ils sont et pour se retrouver entre eux.

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ
AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399 / télécopieur (514) 985-3390
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

SERVICE DES ABONNEMENTS
Les numéros de téléphone suivants
sont valables pour le service
de livraison par camélot et
pour les abonnements postaux.
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30
Montréal (514) 985-3355 / télécopieur (514) 985-3390
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559

LE DEVOIR

LES SPORTS

Congrès olympique

Luttes de succession

RÉMY CHAREST
ENVOYÉ DU DEVOIR À BUDAPEST

Les candidatures aux Jeux de 2002 sont retombées au second plan du grand rassemblement olympique en cours dans la capitale hongroise, hier, avec l'annonce d'un vote sur la question de la limite d'âge des membres du CIO lors de la session qui sera inaugurée officiellement ce soir. D'apparence anodine, cet exercice démocratique cache en fait toute la lutte de succession entourant la fin du présent mandat du président Juan Antonio Samaranch.

En 1985, Samaranch avait personnellement fait adopter une limite d'âge de 75 ans aux membres du CIO. Il voulait alors diminuer l'image « assiette à beurre » de l'organisme, le rajeunir et le rendre plus professionnel. Soucieux alors de l'âge avancé d'une grande partie du membership, le président semble avoir changé d'idée sur la notion de vieillesse: il célébrera en effet son 75^e anniversaire en juillet et montre de sérieuses velléités de postuler à 78 ans, permettant de justesse à l'actuel président de régner sur le CIO jusqu'à l'orée du millénaire.

Pour certains, la limite d'âge est « discriminatoire », les membres nommés à vie avant l'instauration des mandats de quatre ans n'y étant pas soumis. « Il est inacceptable d'avoir deux classes de membres », déclare entre autres le prince Alexandre de Mérode, membre belge nommé à vie en 1964 et vice-président du CIO. À l'opposé, le Canadien Richard Pound, président de la très capitale Commission des nouvelles sources de financement du Comité olympique, croit que la révision de la limite d'âge ferait de l'organisme « une risée totale ». Son point de vue n'est toutefois pas entièrement désintéressé, puisque Pound est pressenti par la plupart des observateurs comme le successeur potentiel du président Samaranch, lequel aimerait peut-être profiter d'un prochain mandat pour préparer un autre successeur de son choix à le remplacer.

La proposition de vote présentée hier montre à la fois le caractère méticuleusement procédurier du CIO et l'importance du remue-ménage suscité par la question de la succession. Sans donner la moindre indication de la nature du débat ou des opinions exprimées, suivant la tradition de secret qui prévaut au CIO, le directeur général François Carrard a révélé une procédure en trois étapes qui ne devrait pas susciter de solution simple.

La 104^e session du CIO se penchera d'abord, vendredi, sur l'opportunité de discuter un changement. Si ce premier vote secret donne une réponse affirmative, on passera ensuite à la sélection de l'option désirée, par un vote similaire à celui des sélections de villes-hôtes: par élimination ou par majorité simple. L'option retenue passera ensuite à l'étape de l'amendement de la charte olympique, qui nécessite une majorité des deux tiers.

Ainsi, même si l'intention de changement est majoritaire, il est plus difficile de susciter le changement désiré par l'actuel président qu'en ne votant que sur une proposition unique. La popularité considérable de Juan Antonio Samaranch, dont le règne a apporté une croissance remarquable au mouvement olympique, sera-t-elle suffisante pour lui assurer quatre autres années de pouvoir?

Expos 11 Braves 2

Carlos Perez aura eu la tâche facile

Les Expos à trois matchs du premier rang

MICHEL LAJEUNESSE
PRESSE CANADIENNE

On fait grand état de l'excellence du personnel de lanceurs des Braves d'Atlanta. Les joueurs des Expos n'ont sûrement pas eu les critiques dernièrement. Ils ont arraché 13 coups sûrs aux six lanceurs utilisés par les Braves et ont remporté une écrasante victoire de 11-2 lors du premier match de la première série importante entre les deux grands rivaux de la section Est cette saison.

On devait assister à un premier duel de lanceurs intéressant quand les gauchers Kent Mercker et Carlos Perez s'affrontaient. Finalement la recrue Perez (6-1) aura eu la tâche facile contre un Mercker probablement encore secoué par le tumultueux voyage en avion de la veille.

Mercker (3-3) a été débité de six points en trois manches de travail. Il a donné sept coups sûrs et cinq buts sur balles.

Perez, qui venait de subir sa première défaite dans les ligues majeures mardi dernier à Los Angeles, a connu un début de match chancelant, mais s'est repris de belle façon en ne permettant que six coups sûrs et deux points en sept manches de travail. Il a porté sa fiche à 6-1.

Tony Tarasco, David Segui et Sean Berry ont produit deux points chacun pour les Expos, qui se sont approchés à trois matches des Phillies de Philadelphie et du premier

rang de la section Est.

Ce match marquait le retour au Stade olympique de Marquis Grissom. Il ne peut certes pas être blâmé pour les déboires des Braves. Grissom a obtenu deux simples et un double en quatre présences, a volé un but et a produit un point. Mais il était le seul brave de son camp.

Astros 6, Phillies 5

À Philadelphie, le coup de circuit de trois points de Luis Gonzalez a couronné une poussée de quatre points en huitième manche pour mener les Astros de Houston à un triomphe de 6-5 contre les Phillies de Philadelphie.

Les Astros entraînaient de l'arrière 2-5 en huitième et ils n'avaient frappé que trois coups sûrs contre le partant des Phillies, Curt Schilling (4-1). Ils ont rempli les buts grâce à un but sur balle à Brian Hunter et des simples de Craig Biggio et Jeff Bagwell.

Après que Derek Bell eût produit un point à l'aide d'un ballon-sacrifice, Gonzales, accusant un compte d'une balle et deux prises, a cogné son sixième circuit de la saison.

Dave Veres (3-1), le quatrième lanceur utilisé par les Astros, a lancé une manche et un tiers pour récolter le crédit de la victoire. John Hudek a réussi son septième sauvetage de la saison.

Darren Daulton avait frappé un circuit en solo en sixième pour les Phillies.

Devils 4 Flyers 2

Une finale New Jersey-Detroit

FRANÇOIS LEMENU
PRESSE CANADIENNE

East Rutherford — Une série inédite opposera les Red Wings de Detroit aux Devils du New Jersey en finale de la coupe Stanley.

Hier soir, au Byrne Meadowlands Arena, les Devils ont prouvé que l'histoire ne se répète pas toujours. Ils ont éliminé les Flyers de Philadelphie en l'emportant 4-2 dans le sixième match de la finale de l'Association Est. Il y a un an, les Devils perdaient le sixième match face aux Rangers de New York, ici même, au New Jersey. Ils devaient ultimement s'incliner en prolongation dans la septième et décisive rencontre.

Cette fois, les hommes de Jacques Lemaire ont su resserrer l'étau sur les Flyers après leur avoir concédé un premier but, celui de l'ex-Canadien Jim Montgomery. Des buts de Stéphane Richer et de Brian Rolston en première, puis de Randy McKay en deuxième, ont permis aux Devils de disposer des

Flyers, une équipe qui avait raté les séries au cours des cinq dernières saisons. Claude Lemieux a complété en troisième. Encore une fois, Lemieux a fait un grand match en inspirant ses coéquipiers par son jeu endiablé.

Mikael Renberg a conclu avec le deuxième but des Flyers en fin de troisième.

En éliminant les Flyers 4-2 après avoir disposé des Bruins de Boston et des Penguins de Pittsburgh, les Devils ont démontré qu'ils possèdent les ressources pour faire une belle lutte aux Red Wings. Ceux-ci seront à la recherche d'une première coupe depuis 1955.

Le premier match de la finale aura lieu samedi soir à Detroit.

Du côté des Flyers, Eric Lindros aura été la grande déception de cette série. À l'exception de son but inscrit en prolongation dans le troisième match, le « 88 » a été incapable d'imposer son talent. Face aux Devils, Lindros s'est limité à distribuer des mises en échec plutôt qu'à préparer des jeux.

Le fils de Bonnie devrait tirer un riche enseignement de cette élimination.

HOCKEY

(Finales de Conférences au meilleur de sept matches)

ASSOCIATION DE L'EST

Samedi
New Jersey 4 Philadelphie 1

Lundi
New Jersey 5 Philadelphie 2

Mercredi
Philadelphie 3 New Jersey 2

Samedi
Philadelphie 4, New Jersey 2

Dimanche
New Jersey 3, Philadelphie 2

Hier
Philadelphie 2 New Jersey 4
(New Jersey gagne 4-2)

Jeudi
x-New Jersey à Philadelphie, 19h30

ASSOCIATION DE L'OUEST

Jeudi
Chicago 1 Detroit 2

Dimanche
Chicago 2 Detroit 3

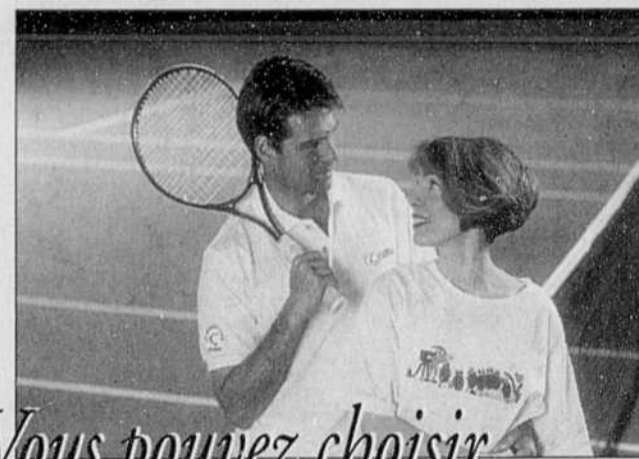
Mardi
Detroit 4 Chicago 3

Jeudi
Detroit 2, Chicago 5

Dimanche
Chicago 1 Detroit 2
(Detroit gagne 4-1)

x- si nécessaire

Gardez la forme et offrez-vous ce qu'il y a de mieux!



Vous pouvez choisir...

- 100 cours d'aérobic / semaine
- 6 courts de tennis intérieurs
- 8 courts de squash et de racketball
- piscine intérieure et extérieure
- service de banquets complet
- programme de référence médicale
- SPA complet
- stationnement intérieur gratuit

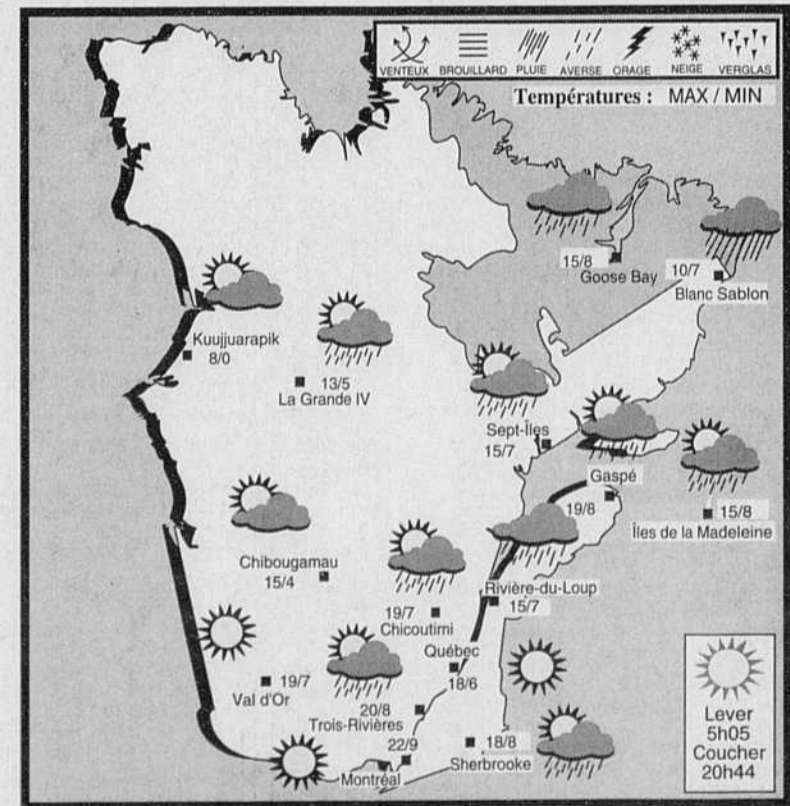
LE SPORTING CLUB
DU SANCTUAIRE

Profitez de nos forfaits spéciaux d'été.

Tél.: 737-0000
6105, av. du Bois

LA MÉTÉO D'ENVIRONNEMENT CANADA

	Aujourd'hui	Ce Soir	Jeudi	Vendredi	Samedi
MONTREAL	max 22	min 9	max 24	13/23	15/25



	Aujourd'hui	Ce Soir	Jeudi	Vendredi	Samedi
QUEBEC	max 18	min 6	max 20	9/23	12/24

	Aujourd'hui	Ce Soir	Jeudi	Vendredi	Samedi
OTTAWA	max 23	min 12	max 26	14/23	15/25

Vous faites de la voile?
Météo-Nautique 1-900-451-4199
...la météo à la source

BASEBALL

LIGUE NATIONALE

	Section Est	G	P	Moy.	Diff.
Lundi					
Cincinnati 11 Colorado 6		8	19h35		
Hier					
Atlanta (Smoltz 4-3) à Montréal (Fassero 7-2), 19h35.	Philadelphie	28	15	651	—
Montréal 11 Atlanta 2	Montréal	26	19	578	3
Houston 6 Phil. 5	Atlanta	23	20	535	5
LA 5 Pittsburgh 3	New York	17	27	386	11 1/2
New York 7 Floride 3	Floride	13	29	310	14 1/2
SF 2 Chicago 4					
San Diego à St. Louis	Section Centrale				
Cincinnati au Colorado	Cincinnati	29	14	674	—
Aujourd'hui	Chicago	23	20	535	6
San Francisco (Wilson 3-3) à Chicago (Foster 4-3), 14h20.	Houston	20	22	476	8 1/2
Cincinnati (Schourek 4-2) au Colorado (Grahe 1-1), 17h05.	St. Louis	18	26	409	11 1/2
Los Angeles (Normo 2-1) à Pittsburgh (Wagner 1-1), 17h05.	Pittsburgh	16	26	381	12 1/2
	Section Ouest				
	Colorado	25	19	568	—
	San Francisco	24	21	533	1 1/2
	Los Angeles	21	23	477	4
	San Diego	20	22	476	4

LIGUE AMÉRICAINE

	Section Est	G	P	Moy.	Diff.
Lundi					
Toronto 4 Boston 3					
Cleveland 4 Baltimore 3					
Detroit 6 New York 1					
Texas 4 Milwaukee 2					
Oakland 1 Chicago 0					
Californie 9 Minnesota 1					
Kansas City 10 Seattle 9					
Mardi, 13 juin					
Boston 11 Toronto 7					
Chicago 7 Oak 6 (10 m)					
Cleveland 11 Baltimore 0					
New York 10 Detroit 1					
Texas à Milwaukee					
4 Texas à Milwaukee					
Kansas City à Seattle					
Minnesota en Californie					
Aujourd'hui					
Texas (Oliver 3-1) à Milwaukee (Roberson 1-1), 14h05.					
Kansas City (Appier 8-2) à Seattle (Belcher 3-0), 15h35.					
Baltimore (Klingenberg 1-0) à Cleveland (Ogea 1-0), 19h05.					
New York (Perez 3-3) à Detroit (Bohanon 0-0), 19h35.					
Boston (Wakefield 4-0) à Toronto (Leiter 4-2), 19h35.					
Chicago (Alvarez 1-3) à Oakland (Stewart 3-5), 22h35.					
Minnesota (Trombly 0-1) en Californie (Springer 0-2), 22h35.					
	Section Centrale				
	Cleveland	32	11	744	—
	Kansas City	23	18	561	8
	Milwaukee	18	24	429	13 1/2
	Chicago	16	25	390	15
	Minnesota	12	32	273	20 1/2
	Section Ouest				
	Texas	27	17	614	—
	Californie	26	18	591	1
	Seattle	23	20	535	3 1/2
	Oakland	24	21	533	3 1/2

LES ALTERNATIVES SANTÉ

CENTRES DE SANTÉ

CENTRE BIOLIGNE Montréal Centre Inc. Centre de nutrition santé.
«Manger à sa faim tout en perdant du poids, grâce à un plan personnalisé basé sur votre type de métabolisme.»
Sans compter les calories, sans substitut de repas, sans perte d'énergie.
Ouverture officielle du SPA Santé à Châteauguay. 699-8686.
Conseillère: Marie-Josée Major, B. sc. Inf. N.D. MÉTRO PEEL 982-6886

CENTRE DE SANTE D'EASTMAN Grand Prix d'Excellence du Tourisme en Estrie '93 Laissez-vous séduire par une atmosphère de chaleur et de simplicité, propice au repos et à la détente. Découvrez les charmes de la cuisine santé. Enveloppement aux algues, massages, bain d'oxygène, hydrothérapie, marches anti-stress, animation. Domaine face au Mont Orford. À partir de 85 \$/jour p.p.c.c.d.
297-3009 1-800-665-5272

SPACONCEPT BROMONT - Château Bromont - situé en montagnes - Le relais de santé idéal pour des vacances de rêves - Formule européenne adaptée à la québécoise - Forfaits d'une demi-journée à une semaine avec ou sans hébergement - massothérapie - soins esthétiques - bilan de santé - électroponcture - enveloppements d'algues, de boue et d'argile - bains thermo-masseurs - pressothérapie - matelas japonais - Forfaits à partir de 95\$. - Reçus sur demande. 1-800-567-7727 - (514) 534-2717

CYCLO-TOURISME

PRODUCTIONS LES GENS D'AIR - Au delà des pistes cyclables. Vacances vélo au Québec: région Estrie, Beauce et Appalaches; découvrez ses gens, sa nature. Forfaits de 3, 4 ou 7 jours. Formule «tout inclus»: guide, véhicule, dépannage, transport de bagages, auberge et gîte. Accessible à tous. Petits groupes. Départ tous les week-ends de juillet et d'août. Brochure (514) 521-8452

EXERCICES ET RÉHABILITATION SPORTIVE

KATRIN SCHAAKE - ATELIER SANTE «La méthode Pilates». Programme de conditionnement professionnel complet basé sur des exercices d'étirement, au sol et sur appareils. Pour réhabilitation sportive et performance athlétique. Cours d'une heure supervisés en privé ou semi-privé. Aussi: le massage Shiatsu traditionnel donné par un thérapeute diplômé au coût de 60,00 \$. Ouvert à tous. De 8h à 20h, du lundi au samedi.
Réservez votre place en appelant: Guy Miclette au 279-7719

PLEIN AIR

DETOUR NATURE. VOYAGES EN CYCLOTURISME, MARCHÉ, KAYAK DE MER, CANOT. Un voyage actif de style différent de 1 à 10 jours. Visitez Anticosti, le Saguenay, Kamouraska, Ogunquit, Acadia. Nous avons aussi des initiations au kayak de rivière à chaque week-end et nous louons des canots, des kayaks et du matériel de camping.
Dépliant: 514-271-6046

RANDONNÉES PLEIN AIR: Venez marcher avec nous!
RANDONNÉES EN MONTAGNE ET MARCHÉS TOURISTIQUES: Charlevoix, Boston, Vermont, Adirondacks, Laurentides, Saguenay, Kingston. MARCHÉS SUR L'ÎLE: Mont-Royal, Île Ste-Hélène, Île de la Visitation. VOYAGES: Corse, Gaspésie, Autriche, Îles de Mingan, Rocheuses, Costa Rica.
Demandez notre programme: 514-278-3577

PRODUIT NATUREL

L'ALGUE SUPER BLUE GREEN. Issue d'un environnement naturel exceptionnel, cette micro-algue sauvage n'a pas d'égale. L'engouement dont elle jouit résulte d'une prise de conscience des consommateurs nord-américains à la recherche d'un aliment performant qui offre des résultats réels. Votre satisfaction est garantie à 100%.
(514) 495-1343

LE DEVOIR

CULTURE

CINÉMA

Du riffi chez les petits festivals

En ce beau mois de juin ensoleillé, le bureau de François Macerola, directeur de Téléfilm Canada, ploie littéralement sous les lettres d'appui au festival de cinéma international en Abitibi-Témiscamingue. Outrées, indignées, consternées, incrédules, les misives émanent des députés de la région, du maire de Rouyn, des directeurs de cégeps, du président de la chambre de commerce, en bref de tous les notables de l'Abitibi-Témiscamingue, sans compter le désormais sénateur Jean-Louis Roux. Chacun de protester contre la décision de Téléfilm de cesser de subventionner à court terme un festival de cinéma dynamique qui fait la fierté de sa région. Le lobbying abitibien bouillonne. François Macerola se montre d'ailleurs impressionné par l'ampleur de la riposte, mais ne change pas sa décision pour autant.



ODILE TREMBLAY

François Macerola affirme que ces coupures aux petits festivals, de même que la fermeture des succursales de Londres et de Los Angeles lui permettront de récupérer environ 2,4 millions \$; ce qui signifie quatre films de plus à financer. «Lesquels films ne seront jamais projetés en région», rétorque, amer, Jacques Matte.

Et l'aspect culturel là-dedans? Ces petits festivals venus remplacer les ciné-clubs jouent un rôle éducatif, apportent un peu de culture cinématographique dans un monde avalé par Hollywood.

«Téléfilm a toujours été à cheval entre deux mandats, précise Macerola: le culturel et le commercial. Mais notre vocation première est industrielle.» Cap donc sur la rentabilité. Ces festivals ne drainent ni marchés, ni accords de coproduction. François Macerola admet que les gros mangent les petits, «mais que voulez-vous? Il faut bien couper quelque part.»

Cela dit, le directeur de Téléfilm entend quand même rencontrer Pierre Lampron, le président de la SODEC afin d'explorer des avenues nouvelles pour les petits festivals. Mais l'avenir paraît bien noir pour eux. A moins qu'un front commun bétonné ne reverse la vapeur. A suivre.

Saint-Jean et cinéma rock
Mariez les cent ans du cinéma avec la fête de la Saint-Jean. Brassez le tout, et vous aurez le spectacle cinéma-rock unissant, sous le nom de Corbach, les musiciens de Corbeau et d'Offenbach dans un grand délire d'accords et d'images. Du 24 au 26 juin, de 20h30 à 23 heures, à l'ONF, le groupe interprétera «live» la trame musicale de l'inoubliable opéra-rock sur pellicule, Bulldozer de Pierre Harel. En parallèle, une rétrospective des films de ce poète rocker: *Bulldozer*, *Vié d'ange*, *Grelots rouges et sanglots bleus* prendront l'affiche de l'ONF du 20 au 29 juin.

Saint-Jean et cinéma rock
Mariez les cent ans du cinéma avec la fête de la Saint-Jean. Brassez le tout, et vous aurez le spectacle cinéma-rock unissant, sous le nom de Corbach, les musiciens de Corbeau et d'Offenbach dans un grand délire d'accords et d'images. Du 24 au 26 juin, de 20h30 à 23 heures, à l'ONF, le groupe interprétera «live» la trame musicale de l'inoubliable opéra-rock sur pellicule, Bulldozer de Pierre Harel. En parallèle, une rétrospective des films de ce poète rocker: *Bulldozer*, *Vié d'ange*, *Grelots rouges et sanglots bleus* prendront l'affiche de l'ONF du 20 au 29 juin.



Le groupe Corbach.

Retrouver Pasolini
Certains de ses films ont marqué à jamais l'imaginaire collectif: cet ange bizarre de *Teorema*, ces joyeuses libations du *Décameron*, ces scènes insoutenables de cruauté de *Salo ou les cent vingt jours de Sodome*. Pier Paolo Pasolini fut celui par qui le scandale, mais aussi les grands films arrivent. Le cinéaste italien était sordidement assassiné il y a 20 ans. Voici que le FFM présente une rétrospective complète de ses œuvres du 24 août au 4 septembre prochain. On y sera.



PHOTO JACQUES NADEAU

La programmation extérieure du Festival: au total, plus de 130 heures de spectacles gratuits pour près de 300 prestations d'artistes venus de 18 pays et répartis au sein de 25 séries.

La fête sera avant tout dans la rue

Le Festival présente plus de 300 spectacles extérieurs gratuits

PASCALE PONTORÉAU

Quel est le tempo déchiré et syncopé qui a fait vibrer des générations de musiciens de la Nouvelle-Orléans? Le ragtime. Pour souligner l'influence que ce rythme a eu sur l'histoire de la musique, le Festival international de jazz de Montréal lui consacre, du 29 juin au 9 juillet prochain, une série complète. Voici l'un des nombreux éléments de la programmation extérieure de cette 16^e édition dévoilée, hier, dans le cadre reconstitué des sites de rues du FIJM. Au total, plus de 130 heures de spectacles gratuits — chaque jour de midi à minuit — pour près de 300 prestations d'artistes venus de 18 pays et répartis au sein de 25 séries.

L'événement majeur demeure — comme l'a été la *Nuit des gitans* de la précédente édition — la soirée du 4 juillet qui rendra hommage au compositeur atitré du Cirque du Soleil: René Dupéré. Avec *Mystère*, *Saltimbanco*, *Nouvelle Expérience* et *Alegria* — n°1 pendant plusieurs semaines au *Billboard* américain dans la catégorie musique du monde — Dupéré a créé, au fil des enregistrements, un univers bien spécifique à l'image des chorégraphes et acrobates du cirque montréalais, précisant ainsi son succès international. En lui donnant la vedette, les organisateurs du FIJM soulignent l'originalité d'un compositeur dont les œuvres seront, pour l'occasion, traduites par des musiciens et interprétées par des chanteuses (dont Francesca Gagnon) et autres artistes invités.



Autre moment fort de la programmation extérieure: le prix de jazz Du Maurier. Janis Steprans Quartet, Sylvain Gagnon Quartet, Yves Léveillé Quintet, Richard Beaudet Sextet, Jean-François Groulx Trio, Mike Allen Group et Geoff Lapp Quartet, Cadabra de Québec, Mike Murley de Toronto et The Chris Tarry Group de Vancouver y défendront les couleurs canadiennes sur les scènes extérieures.

Créé par les organisateurs afin de mettre de l'avant les nouveaux créateurs de la relève jazz, le prix de jazz Du Maurier permet à l'une des dix formations choisies d'après la qualité de leurs compositions et leur potentiel d'improvisation et d'interprétation, de repartir dotée de bourses, d'invitations et d'un contrat d'enregistrement.

Enfin, trois attractions spéciales: le concert d'ouverture qui réunira deux piliers de la scène jazz montréalaise, le guitariste Nelson Symonds et le saxophoniste Leroy Mason. Côté blues, Stephen Barry fera en beauté et en public ses vingt ans d'activité, entouré des pianistes du «Piano Man» Van Walls, de la légende Pinetop Perkins et de ses acolytes habituels. Enfin, un concert pour l'Année internationale de la tolérance accueillera les ténors de la sono mondiale montréalaise: Harold Faustin, Emeline Mi-

chel, Papo Ross, Raffy Niziblian et Hart Rouge.

Outre les soirées qui flatteront l'ouïe et la vue et les animations ragtime — avec Paul Asaro, Don French et Bob Milne, le spécialiste du boogie-woogie — le public appréciera le rendez-vous offert aux musiciens de jazz de la Communauté française de Belgique, le guitariste Frankie Rose en tête.

Autre rendez-vous, cette fois traditionnelle, avec le blues et ses héros, l'organiste prodige Lucky Peterson, l'octogénaire Robert Jr. Lockwood, le rarissime Australien Dave Hole et l'inénarrable Jim Zeller. Même savorer rythmique avec la chanteuse de gospel Fontella Bass et le groupe vocal The Blind Boys of Alabama ainsi qu'avec les accords, pourtant laïcs de Luther Allison.

La populaire série Tropiques accueillera cette année le chanteur brésilien Kass Mady et la bassiste brésilienne Jania Carvalho en plus des formations montréalaises fêrées dans ce registre. A noter aussi, le retour de la série vocale forte de son succès de l'an passé qui réunira Jean Labelle, Marie Vallée, Chantal Thiébeault et le Trio Lhasa de Sela entre autres.

Enfin, si par un quelconque hasard vous ne pouvez participer à cette seizième édition du Festival international de jazz de Montréal, sachez que six spectacles en salle seront captés pour les chaînes Bravo et Canal D, tandis que le concert du 5 juillet de Dee Dee Bridgewater sera retransmis aux Beaux-Dimanches sur Radio-Canada, quatre jours plus tard.

Le Plateau en long et en large

Un circuit pédestre pour redécouvrir le plateau Mont-Royal

ANDRÉE BOISSELLE

Des Montréalais viennent de créer un circuit pédestre sillonnant le plateau Mont-Royal. On pourra le parcourir tous les dimanches de l'été en compagnie d'un guide professionnel qui renseignera les visiteurs d'ici et d'ailleurs sur l'histoire, l'architecture et la vie culturelle du quartier.

L'endroit le plus vert, le plus calme de Montréal était, il n'y a pas si longtemps, un champ de manœuvre militaire... Voilà un exemple de ce qui vous sera dévoilé à propos du parc Lafontaine lorsque vous parcourrez le circuit. Son choix et sa conduite en ont été confiés à l'agence Guidatour, qui s'occupe déjà de faire visiter le Vieux-Montréal et le Port aux touristes de tout poil. C'est justement pour diversifier les visites habituellement prescrites par ceux-ci et pour attirer tant les étrangers que les Montréalais dans le joli quartier du cœur de la métropole que l'Auberge de la Fontaine a pris l'initiative d'un tel tour. «L'Auberge existe depuis six ans et on a toujours eu la volonté de l'intégrer le mieux possible au Plateau», dit Jean Lamothe, son propriétaire.

Grâce au nouvel attrait touristique que constitue le circuit pédestre, la beauté du quartier va certes contribuer à l'affluence de la clientèle à l'Auberge et dans les nombreux autres petits commerces du coin. Ils sont d'ailleurs fous, les enthousiastes du projet, à tenir des

boutiques le long des rues Mont-Royal, Saint-Denis et Rachel. Mais l'intérêt touristique d'un lieu, lorsqu'il est pris en main, a un deuxième effet, porteur d'un autre type de richesse: on s'occupe mieux de ce lieu, on se documente de plus en plus sur son passé et on veille à son avenir.

Le parcours, d'une durée de deux heures, mène le visiteur depuis l'Auberge de La Fontaine, située sur la rue Rachel, jusqu'au métro Mont-Royal, en passant entre autres par le parc Lafontaine, les rues Marie-Anne, Saint-Denis et Gifford. Seize arrêts sont prévus. Un dépliant a été imprimé et est disponible à l'Auberge, pour ceux qui préfèrent se promener sans accompagnateur. Mais ceux qui veulent apprendre directement de la bouche d'un guide devront prendre rendez-vous, en semaine, ou attendre le dimanche, jour où un départ est prévu à 10h. Sept guides sont responsables de la visite du circuit. L'un d'eux, Lise Lepage, déclare faire partie de la «fibre même de Montréal», sa ville chérie. «Je suis Montréalaise depuis cinq générations», dit-elle en se présentant à son groupe. Elle et ses collègues entament l'été d'un pas joyeux: ils ont pour objectif de vous faire jeter un regard neuf sur les lucarnes et les corniches des mignonnes ruelles du plateau.

Le tour guidé coûte 11,50 \$ aux adultes, 8,50 \$ aux aînés et aux étudiants, 4 \$ aux enfants de 6 à 12 ans. On peut s'informer et réserver au 1-800-597-0597.

Portrait de groupe avec téléviseurs

Le ministère de la Culture publie une étude sur Les pratiques culturelles en région

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

Le Québécois moyen, cette chimère engendrée par les statistiques, est rivé trois heures par jour au petit écran et s'intéresse d'abord et avant tout aux émissions d'information et d'affaires publiques. Et si les Québécois regardent moins les téléromans à Montréal, à Laval et dans les Laurentides que dans le reste du Québec, les jeux télévisés et les quiz sont plus populaires dans les régions éloignées. C'est à Québec et dans l'Outaouais, à proximité des sièges des gouvernements, que les quotidiens sont le plus lus. Mais, assez étrangement, les Montréalais jugent qu'ils ont difficilement accès aux arènes, aux salles de spectacles ainsi qu'aux musées et aux centres d'exposition.

Voilà le genre de données qu'on peut glaner en consultant *Les pratiques culturelles en région*, une étude rendue publique hier, à Québec, par le ministère de la Culture et des Communications.

L'enquête est divisée en onze sections thématiques: l'écoute de la télévision, la fréquentation des établissements culturels, la lecture, l'écoute de la musique, l'achat d'œuvres d'art, les sorties, l'accès aux différents types d'équipements, les pratiques en amateur, l'éducation artistique et les équipements audiovisuels. On y découvre notamment que c'est dans la région de Montréal qu'on compte le moins d'abonnement au câble, de jeux vidéo et de magnétoscopes *per capita*, mais le plus de lecteurs de disques compacts et de micro-ordinateurs. Ou encore que les salles de danse, les concerts de chansonniers et de musique western sont plus courus dans les régions éloignées des grands centres.

Les pratiques culturelles en région est la plus récente d'une série de grandes enquêtes statistiques réalisées par le ministère. Une première a été publiée en 1979, deux autres ont suivi en 1983 et 1989. La présente enquête se distingue toutefois des précédentes par sa taille et ses objectifs: près de 5000 personnes ont été interrogées en 1994 par les ingénieurs culturels (par rapport à 3000 pour les autres enquêtes) et les données qu'ils ont recueillies documentent de façon beaucoup plus fiable la situation dans chacune des grandes régions du Québec. La marge d'erreur des statistiques oscille entre 2 et 6 % environ.

Il est cependant trop tôt pour tirer des conclusions de cet amas de chiffres qui s'étalent sur plus de 240 pages. «On est à l'étape de l'analyse des données et surtout des variations dans le temps», explique Rosaire Gagnon, qui coordonne les grandes études du ministère depuis la toute première, en 1979. M. Gagnon ne souligne que quelques pistes comparatives qu'il a à peine eu le temps d'explorer. Par exemple la baisse de fréquentation du «théâtre en saison», 28 % des gens ayant assisté à au moins un spectacle en 1989, par rapport à 24 % l'année dernière. Ou la hausse de fréquentation des salles de cinéma, qui serait passée de 51 % à 59 % pendant la même période. «C'est à chacun de faire les interprétations voulues avec cet outil destiné aussi bien aux fonctionnaires qu'à tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin à la gestion et à la planification culturelle», conclut Rosaire Gagnon.

Connaissez-vous un organisme bi-gouvernemental qui a fait voyager «utile» plus de 75 000 jeunes Français et Québécois?



OFFICE FRANCO-QUÉBÉCOIS
pour la Jeunesse

Ne manquez pas

le
cahier
spécial
du

dans lequel
l'Office franco-québécois
pour la jeunesse

17 JUIN

vous fera connaître
ses projets pour les générations
à venir...